

Stéphane Hélière

Politiste, Université Paris X

D'« Occident » à Démocratie libérale: la trajectoire politique d'Alain Madelin.

Le passage d'Alain Madelin du groupuscule Occident à la droite libérale au cours des années 1968-1978 ne témoigne pas seulement des liens entre extrême droite et droite « classique ». Il est aussi significatif du travail d'acquisition et de reconversion de savoirs et savoir-faire idéologiques et politiques qu'a réalisés l'ancien militant nationaliste pour s'engager dans une longue carrière de professionnel de la politique.

Réfléchir à la trajectoire politique d'Alain Madelin, c'est appréhender la « série de positions successivement occupées par un même individu dans un univers lui-même en évolution et soumis à d'incessantes transformations¹ », analyser l'ordre de détention des attributs partisans et électifs, en questionnant ce qui lui permet d'intégrer les Républicains indépendants après son militantisme au sein du mouvement extrémiste « Occident² ». Nous centrerons nos développements sur un moment crucial dans la trajectoire politique d'Alain Madelin: son reclassement après Mai 1968 au sein de la droite parlementaire jusqu'en 1978, date de sa consécration électorale. C'est alors revenir sur le mode de constitution du capital politique d'un des « cadets de la droite³ » sur la manière dont s'effectue la conquête des postes d'une organisation politique et s'opère sa rapide reconversion au sein du parti giscardien.

Alors que le passage de membres de l'extrême droite vers la droite parlementaire est souvent analysé comme la résultante de « passerelles⁴ » entre leurs organisations respectives, nous aimerions montrer que, dans le cas d'A. Madelin, il est nécessaire de mettre également l'accent sur les compétences et les ressources acquises au cours de sa « carrière militante » et qui expliquent pour une large part la possibilité et la réussite de sa conversion. Il convient alors d'étudier les ressources réinvesties dans ces organisations partisanses mais aussi les conditions d'accueil offertes par celles-ci en analysant les transformations qu'elles connaissent.

Les compétences militantes développées dans les deux organisations de lycéens et d'étudiants nationalistes (Fédération des étudiants nationalistes (FEN) et Occident) sont variées: confection de tracts, d'affiches, de journaux, rédaction d'articles, organisation des actions collectives, prise de parole en public. A. Madelin devient responsable du travail « ronéo » et de la publication du bulletin ronéotypé des lycéens nationalistes *Militant* et l'un de ses rédacteurs. À ces compétences, il ajoute celles plus « militantes » de responsable du groupe « Action militante » de la FEN. Il fait ensuite partie des fondateurs d'Occident en avril 1964 avec Gérard Longuet, Alain Robert, Ph. Asselin, F. Duprat. Il en est un des principaux responsables et, dans ce cadre, participe à l'ensemble des actions. À partir de 1967, il assure la direction effective d'Occident avec A. Robert. Cette capacité à diriger se fonde sur le savoir-faire organisationnel acquis dans ces mouvements mais aussi sur des qualités d'orateur.

Ce sont sur cette connaissance du militantisme et son expérience de la direction d'un mouvement étudiant qu'il va s'appuyer pour intégrer l'Institut d'histoire sociale (IHS)⁵. A. Madelin, par l'intermédiaire d'un membre d'Occident, N. Tandler, entre en contact au cours de l'année 1968 avec l'IHS⁶ et en particulier Claude Harmel⁷ qui s'intéressent aux étudiants anticommunistes du Quartier Latin. L'IHS représente une issue possible pour de jeunes nationalistes souhaitant sortir de ce qui peut représenter à ce moment de leur trajectoire sociale une « impasse ». Selon Cl. Harmel, A. Madelin « se rendait compte de la stérilité de ce type de mouvement, sans qu'il fut un carriériste en politique, il voyait que ça ne menait à rien ». Gérard Longuet a pu reconnaître que « c'est nécessairement une impasse » et qu'il « en voit [à ce moment là] le côté limité⁸ ». Leur trajectoire ascendante les amène à s'investir dans une organisation où les chances d'accès au jeu politique sont réelles plutôt que de rester dans des mouvements « activistes » où les possibilités d'accès aux arènes politiques légitimes sont fort réduites, les mouvements d'extrême droite connaissant leur « traversée du désert ». La perception de cet « avenir bouché » amène ces jeunes à adopter des stratégies d'*exit* des organisations d'extrême droite. En outre, l'IHS animé par d'anciens collaborateurs, peut apparaître comme une « machine à blanchir les néofascistes⁹ ». Ces individus, désirant faire une carrière politique, savent que pour ses responsables leur « extrémisme » ne constituait en rien un stigmate, au contraire leur anticommunisme virulent peut représenter un atout. Au sein de l'IHS, A. Madelin entre en contact avec les « structures Albertini¹⁰ », « lieux où on faisait de l'anticommunisme systématique, viscéral et primaire » et met ses compétences à leur service.

Mettant en pratique son savoir-faire organisationnel du service d'ordre d'Occident dont le rôle était essentiel dans la lutte physique avec les « groupuscules » gauchistes, il participe à l'organisation matérielle des « Semaines de la pensée libérale » en septembre 1968 en liaison avec Cl. Harmel¹¹. L'échec du mouvement en Mai 1968 puis sa dissolution en octobre 1968 semblent être perçus comme une opportunité de reclassement pour certains de ses membres¹². Continuer dans l'activisme politique représente alors un coût social trop élevé. Il devient difficile pour des étudiants qui commencent à être âgés, y compris pour des raisons financières, de continuer. La poursuite du militantisme mettrait en danger leur statut social et leurs possibilités de reclassement professionnel ultérieur. Intégrer l'IHS leur permet de terminer des études souvent « prolongées » par le militantisme tout en subvenant à leurs besoins : A. Madelin achève ses études de droit et passe son certificat d'aptitude à la profession d'avocat en 1971.

À l'IHS, Cl. Harmel se rend vite compte des qualités intellectuelles d'A. Madelin : « On voyait qu'il était capable d'acquérir une culture. Je distinguais dans ceux qui venaient me voir ceux qui valaient la peine d'être formés ». Cl. Harmel entreprend alors de compléter la formation intellectuelle d'A. Madelin¹³ qui acquiert, à l'Institut, des ressources intellectuelles. Il y lit beaucoup, apprend à connaître les mouvements communistes et gauchistes, leurs stratégies, leur histoire, leurs modes d'action, les syndicats et leur action dans l'entreprise ; il s'initie aux auteurs libéraux, se convertissant même au libéralisme selon Cl. Harmel : « C'est moi qui l'ai converti au libéralisme : je lui ai fait lire Bastiat, il a lu énormément la littérature économique libérale ». La reconversion est alors autant professionnelle qu'idéologique (conversion au libéralisme) en fonction des espaces qu'il investit et des opportunités que procurent ces investissements.

Ainsi est-il amené à écrire des articles dans les publications de l'IHS : dans *Est et Ouest*, sur l'action des syndicats trotskistes et maoïstes à l'intérieur de la CGT lors de grèves dans les usines Renault de Boulogne-Billancourt¹⁴ dès 1972 et sur l'action du CERES au sein du PS en 1977¹⁵, mais aussi dans les *Études syndicales et sociales* dont il devient le directeur de publication et le gérant à partir de novembre 1973. Au sein de l'IHS, A. Madelin devient le spécialiste des mouvements gauchistes et un « expert en communisme¹⁶ ». Cl. Harmel en fait un conférencier spécialisé dans les questions syndicales et politiques dans les entreprises, en direction des cadres et responsables du personnel en formation à l'Institut supérieur du travail (IST)¹⁷. Cet établissement supérieur d'enseignement privé fondé par Cl. Harmel en 1969 « assure dans le cadre de

la formation continue une préparation rigoureuse et opérationnelle des responsables d'entreprises à l'exercice des relations sociales » et est financé à ce titre par les fonds de la formation professionnelle. Dans cet « organisme de lutte antisyndicale¹⁸ », le « professeur Madelin » met en avant ses compétences de fin connaisseur des « groupuscules » trotskistes et maoïstes, de leurs modes d'action dans les entreprises et de spécialiste des « méthodes communistes » en intervenant sur les courroies de transmission du PCF. En outre, en tant qu'avocat, il s'est spécialisé en droit du travail et droit social, domaines du droit particulièrement conflictuels et politisés dans les années 1970 puisqu'il est amené à plaider lors des conflits du travail et des infractions au Code du travail où s'opposent patronat et syndicats devant les prud'hommes. À l'IST, il réinvestit ses connaissances juridiques et pratiques auprès des responsables patronaux. C'est d'ailleurs grâce aux relations nouées au sein de l'IST que le cabinet d'avocats d'A. Madelin obtiendra ses premiers dossiers et clients selon Cl. Harmel : « je l'ai mis en contact avec les patrons de la métallurgie parisienne (UIMM), avec le groupe patronal de la région parisienne, le GIM et je lui ai fait avoir des plaidoiries dans les conseils de prud'hommes, donc il connaît bien tout ces domaines ». C'est au sein de ces institutions qu'A. Madelin acquiert *des savoirs et des savoir-faire idéologiques*, qu'il peut réimporter¹⁹ dans les brochures, les argumentaires, et les « cours » qu'il donnera aux cadres et candidats RI.

Par l'acquisition de ressources extra-partisanes au sein du « réseau Albertini » et son investissement parallèle dans les tâches militantes de l'organisation giscardienne, A. Madelin y gravit rapidement les échelons. C'est que l'IHS, *via* le carnet d'adresses d'Albertini et ses liens avec certains hommes politiques²⁰ a été pour lui un moyen de se constituer un « capital social » et un réseau de fidélité (cf. les clients de son cabinet d'avocat). Alors que le passé politique d'A. Madelin aurait pu représenter un stigmate, les responsables RI se révèlent accueillants pour ces « jeunes talents » pour deux raisons au moins : la principale est que la Fédération nationale des républicains indépendants (FNRI) est un « parti de cadres²¹ », un rassemblement de notables, où les ressources collectives et militantes sont quasi inexistantes, ce qui oblige ses candidats à recruter des colleurs d'affiches et un service d'ordre pour leurs campagnes électorales. En 1975 le siège national des RI ne dispose que de 4 permanents : J. Dominati, son secrétaire général, constate en mars 1976 que la « FNRI dispose de peu de moyens ; nous avons moins de permanents au niveau national que le PCF au niveau de la seule fédération des Hauts-de-Seine²² ». Les responsables de la formation libérale souhaitent renforcer leurs moyens d'action, d'information et de formation par la mise en place de secrétaires natio-

naux responsables de ces secteurs dans le cadre d'une concurrence plus vive entre giscardiens et gaullistes de l'UDR²³, qui s'organise en véritable « machine électorale²⁴ ». Il y a donc un besoin et un appel à des compétences militantes dans l'appareil giscardien, encore embryonnaire. Ces postes de permanents à la FNRI constituent des possibilités d'ascension puisqu'il est fait appel à de jeunes membres aux compétences militantes reconnues, prêts à s'investir dans ces tâches faute de disposer de ressources personnelles. La deuxième raison réside dans le fait que les principaux responsables giscardiens sont eux-mêmes issus ou proches de l'extrême droite anti-gaulliste : mis à part certains responsables RI « le problème c'est que les autres hommes de droite ne nous acceptent pas » selon G. Longuet. En effet, même si la grande peur de Mai 1968 a mis fin à la rupture que la guerre d'Algérie avait créée entre la droite gaulliste au pouvoir et l'extrême droite²⁵, notamment à travers le SAC, il est difficile pour des militants d'Occident d'intégrer le parti gaulliste²⁶, encore dominé à cette date par les « barons ». À l'inverse plusieurs responsables RI ont eu des engagements pro-Algérie française allant parfois jusqu'à des relations poussées avec l'OAS : Michel Poniatowski, Hubert Bassot, Jacques Dominati, ou bien encore Alain Griotteray, dont le rôle dans le reclassement d'A. Madelin et de G. Longuet chez les RI a été primordial. Ces principaux responsables giscardiens ne sont donc pas très regardants sur le passé « fascisant » des recrues « libérales ».

Grâce à ses relations, Alain Madelin est investi candidat de la majorité dès les élections législatives de 1973 pour lesquelles il est aidé matériellement et financièrement par l'IHS. Il devient rapidement un des cadres nationaux des RI lors de la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Il fait partie des cadres expérimentés disposant d'un savoir-faire militant pour construire une direction collective chez les RI permettant aux giscardiens de poursuivre leur implantation électorale face à leurs associés-rivaux gaullistes. Ses qualités militantes lui sont particulièrement utiles lors de la campagne législative de 1973 dans la circonscription d'Issy-Vanves-Malakoff, « bastion communiste²⁷ » où A. Madelin est candidat, et en 1974 où, adjoint du responsable de l'organisation matérielle de la campagne présidentielle, Hubert Bassot, il recrute des « troupes de choc²⁸ » pour le service d'ordre du candidat Giscard d'Estaing qu'il confie à ses anciens amis d'Ordre nouveau²⁹. En outre, il chapeaute, en liaison avec l'IHS et l'Aleps, le montage des opérations « *France Matin* » et *Spécial Banlieue*, c'est-à-dire la réalisation et la diffusion, quelques jours avant le second tour, de faux journaux anticommunistes et anti-Mitterrand³⁰, décrivant une France « apocalyptique³¹ » après quelques mois de gouvernement « socialo-communiste ».

Les fonctions « d'apparatchik » qu'investit A. Madelin chez les RI correspondent aux compétences militantes et aux ressources intellectuelles qui constituent son capital politique : il devient le responsable de la formation des cadres et des candidats de l'école de formation des RI « Agir pour l'avenir » créée par Michel Poniatowski en 1975, afin de se doter d'une « école des cadres » comme le PCF³² dans un effort d'organisation, d'implantation et de « musculation » de la structure giscardienne pour les élections municipales de 1977 et législatives de 1978. En effet, la conquête de l'UDR par J. Chirac et la création du RPR obligent ses concurrents à se regrouper et se rénover pour renforcer leur structure partisane³³. C'est parce que les giscardiens adoptent une stratégie offensive de conquête des suffrages face à leur concurrent au sein de la majorité qu'ils se dotent d'un « état major de combat³⁴ » afin de rééquilibrer la majorité présidentielle en transformant la « modeste cohorte » et la structure partisane composée d'un « petit nombre d'hommes compétents et efficaces³⁵ » en une organisation ayant des moyens d'action collective.

C'est dans ce cadre qu'A. Madelin peut mettre à profit ses ressources tant militantes acquises à Occident qu'intellectuelles développées au sein de l'IHS et de l'IST. À vingt-huit ans, c'est lui qui a pour mission d'apprendre aux cadres giscardiens à devenir de « bons » candidats et de former des militants efficaces³⁶. Pendant une semaine une soixantaine de futurs candidats participe aux séminaires de formation du « professeur » Madelin afin de « parfaire leurs connaissances politiques et améliorer leurs techniques d'action ». Ces « cours » se décomposent en exposés de divers spécialistes sur le socialisme, le communisme, le libéralisme, les syndicats au cours desquels sont mobilisés les relations personnelles et « intellectuelles » d'A. Madelin. À cela, s'ajoutent des travaux pratiques : initiation au débat contradictoire où les candidats doivent défendre le système libéral face aux critiques de l'opposition sur le sujet des « Libertés en France ». Il leur enseigne les principales thématiques politiques, leur donne les arguments à avancer : après dix jours de formation, les candidats « savent mieux désormais quels sont les grands thèmes du libéralisme moderne, comment lancer un journal électoral, analyser la situation politique, élaborer une stratégie électorale, lire un budget³⁷... »

On peut noter à travers les contenus des formations et des brochures réalisées par A. Madelin une valorisation des thèmes idéologiques et une promotion du militantisme : son objectif est de « mener un combat d'idées avec des hommes efficaces et formés », ce qui rend nécessaire le recrutement d'hommes résolus pour gagner et de développer un véritable projet politique défendant la société libérale contre la société collectiviste. La relance d'un organe de presse officiel

soutenant les actions des « giscardiens qui se battent sur le terrain » est un élément essentiel du renforcement de la direction nationale. Cette tâche de rédaction du journal interne des RI puis du PR, *L'Avant Centre*, confiée à Alain Madelin et Bernard Lehideux, donne la mesure des compétences acquises à l'IHS, ses connaissances anticommunistes y étant réinvesties. Ses articles montrent également une radicalisation des thèmes développés par les RI, la mise en avant du combat idéologique, du débat d'idées, de la doctrine : est mise en place une « bibliothèque du militant » rassemblant les lectures indispensables à la lutte idéologique : ouvrages consacrés au PC (A. Kriegel, J. Montaldo, R. Gaucher, P. Robrieux), à la dénonciation des crimes du « totalitarisme soviétique » (A. Soljenitsyne, J.-F. Revel), et les écrits des libéraux (M. Poniatowski, R. Aron, B. de Jouvenel, VGE). En outre, il entreprend la rédaction d'un guide idéologique, *L'Économie enchaînée*, contenant les argumentaires que les candidats RI/PR doivent avancer contre leurs adversaires. Y sont exposés les principaux arguments contre le programme commun. Cette radicalisation idéologique s'inscrit dans le contexte politique particulier des années 1972-1977, marqué par le « Programme Commun de gouvernement » signé par le PS et le PCF en juin 1972 qui réactive l'anticommunisme dans les discours des responsables de la majorité. Enfin, il intervient également en professionnel de communication politique avec la rédaction d'un *Manuel de campagne*, dans lequel il met en pratique ses compétences militantes pour aider les candidats « libéraux » à faire campagne.

Démuni de ressources personnelles, Alain Madelin est obligé d'adopter une stratégie de compensation ou de substitution et de passer par la filière militante dans l'accès à la carrière politique. C'est par sa longue pratique militante qu'il se constitue un capital politique personnel en accumulant et réinvestissant les ressources militantes, intellectuelles et sociales qu'il a pu se constituer au sein d'Occident puis de l'IHS et de l'IST. Ses savoir-faire partisans jouent un rôle déterminant dans son cursus politique et structurent son capital politique. Dans ce mode d'acquisition et de détention des capitaux politiques, l'appareil partisan sert de tremplin à sa consécration électorale en 1978 comme député de Redon. Son parcours politique, fondé sur l'investissement dans l'organisation partisane comme moyen d'acquisition de mandats électifs, se distingue des cursus politiques axés sur la détention de ressources personnelles initiales telles qu'un mandat électif local ou l'expertise d'un haut fonctionnaire. Sa trajectoire est symbolique d'un parcours militant au cours duquel un acteur politique, pour se constituer des ressources personnelles, accumule les ressources collectives que peut offrir l'entreprise politique qu'il investit. En cela, la trajectoire politique d'A. Madelin est caractéristique de cette « génération de militants » qui apparaît dans les partis de droite dans les années 1970 et 1980³⁸.

- 1 Cf. P. Bourdieu, « L'illusion biographique », *ARSS*, n° 62-63, 1986.
- 2 Sur Occident, cf. J. Algazy, *L'Extrême Droite en France (1965-1984)*, Paris, L'Harmattan, 1989 et F. Duprat, *Les Mouvements d'extrême droite en France depuis 1944*, Paris, Éd. Albatros, 1972.
- 3 Cf. J. Frémontier, *Les Cadets de la droite*, Paris, Seuil, 1984 et B. Gaiti, « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de VGE », *RFSF*, 1990.
- 4 Mode d'analyse dominant des journalistes enquêtant sur ces parcours, cf. R. Monzat, *Enquêtes sur la droite extrême*, Paris, Le Monde-Éditions, 1992.
- 5 Sur l'IHS et les institutions liées à Georges Albertini et Claude Harmel, cf. Jean Lévy, *Le Dossier Georges Albertini*, Paris, L'Harmattan, 1992 et François Moreau, « La maison Albertini : d'une collaboration à l'autre », *Les Cahiers de l'Article* 31, 1990.
- 6 Entretien avec Cl. Harmel le 5 décembre 2002, avec N. Tandler le 31 juillet 2002.
- 7 Sur la trajectoire de Guy Lemmonier, dit Claude Harmel, cf. J. Pinard, « De l'hitlérisme aux *Études syndicales et sociales* », *La Pensée*, n° 293, nov-déc. 1993.
- 8 Entretien avec G. Longuet, le 02 septembre 2002. A. Madelin rejoint les analyses de son *ex-camarade d'Occident* : « Cela m'a un peu rassuré de voir de bons éléments ne pas se perdre dans les luttes stériles de l'extrême droite et suivre un cheminement intellectuel parallèle au mien. » in Grégory Pons, *Les Rats noirs*, Paris, JC Simoën, 1977, chap. 5. Les indications données par et sur le pseudonyme « André L. », nous permettent d'affirmer qu'il s'agit d'Alain Madelin.
- 9 Cf. R. Monzat, *op. cit.*
- 10 Cf. J. Lévy, *op. cit.*, L. Lemire, *L'Homme de l'ombre : Georges Albertini*, Paris, Balland, 1990, P. Assouline, « Georges Albertini, l'éminence grise de l'anticommunisme », *L'Histoire*, n° 90, juin 1986.
- 11 Cl. Harmel : « Madelin est arrivé à l'IHS et ça devait être en mai 68, c'était un bagarreur et il ne savait pas quoi faire. [...] Et c'est à ce moment là que ce brave Alain est venu et il m'a aidé à organiser matériellement cette Semaine de la pensée libérale, et notamment le service d'ordre, etc. »
- 12 Cf. A. Madelin : « Le grand déclencheur a été pour moi la panique de Mai 1968. Occident s'est trouvé complètement désemparé par les émeutes qu'il avait provoquées. J'en ai profité pour m'éclipser discrètement. » in G. Pons, *op. cit.*
- 13 À la rentrée 1968, il entre en 2^e année de licence de droit, il a aussi étudié la sociologie à la Sorbonne.
- 14 *Est et Ouest*, n° 486, 1972.
- 15 *Est et Ouest*, n° 559, 1977.
- 16 Il contribue à un chapitre de *l'Histoire secrète du PCF* de R. Gaucher, cf. son récit, in *Les Nationalistes en France*, T.1, 1995.
- 17 Sur l'IST, cf. J. Lévy, *op. cit.*, F. Moreau, art. cit., M. Caille, *Les Truands du Patronat*, Paris, Éd. Sociales, 1977 et C. Angeli, N. Brimo et F. Maspero, *Les Dossiers confidentiels du patronat*, Paris, Maspero, 1978.
- 18 Cf. M. Caille, *op. cit.*
- 19 A. Madelin affirme : « Ces problèmes de communisme m'ont passionné et j'ai mis mes connaissances au service de mon parti. », in G. Pons, *op. cit.*
- 20 Cf. J. Lévy, *op. cit.* et P. Assouline, art. cit.
- 21 Cf. JC Colliard, *Les Républicains indépendants*, Paris, PUF, 1974, *ibid.*, « Le parti giscardien », *Pouvoirs*, n° 9, 1979 et de C. Ysmal, « Le difficile chemin du Parti Républicain », *Projet*, n° 118, sept-oct. 1977.
- 22 *Le Monde*, 27 mars 1976.
- 23 *La Croix*, 10 octobre 1975.
- 24 Cf. M. Offerlé, « Transformation d'une entreprise politique : de l'UDR au RPR », *Pouvoirs*, n° 28, 1984.
- 25 Cf. F. Laurent dans *L'Orchestre noir*, Paris, Stock, 1978.
- 26 A. Madelin confirme : « Et j'ai rejoint la majorité. Pas les gaullistes : j'étais encore trop marqué par les affaires algériennes. Ce n'était pas ma famille politique et trop d'entre eux restaient pour moi les "barbouzes ennemie". » in G. Pons, *op. cit.*
- 27 Il y réalise 45 % au 2nd tour à l'issue d'une campagne farouchement anticommuniste, voir ses journaux de campagne, *Spécial Banlieue*.
- 28 *Le Canard enchaîné*, 24 février 1974 et 02 mai 1974.
- 29 Mouvement d'extrême droite succédant à Occident emmené par Alain Robert.
- 30 Cf. *L'Unité* et *Le Canard enchaîné* de mai 1974.
- 31 Cf. la brochure anticommuniste *M. Dupont voit rouge*.
- 32 Cf. *L'Aurore*, 30 janvier 1975.

- 33 Cf. M. Offerlé, a rt. cit.
34 Cf. *L'Aurore*, 14 janvier 1977.
35 Cf. M. Poniatowski, *Conduire le changement*, Paris, Fayard, 1976.
36 Cf. B. Lecomte et C. Sauvage, *Les Giscardiens. Les mousquetaires de Giscard*, Paris, Albin Michel, 1978.

- 37 *L'Avant Centre*, oct. 1976.
38 C f. A. Collovald, « La République du militant », in P. Birnbaum (dir.), *Les Élités socialistes au pouvoir*, Paris, PUF, 1984.

Militantisme d'extrême droite

Violaine Roussel

Politiste, Université Paris 8

Les logiques plurielles de l'engagement au Front national.

Se séparant d'hypothèses qui expliquent le militantisme au Front national par une force spécifique des idées frontistes et postulent une unité des logiques d'adhésion propres à ce parti, cet article souligne l'hétérogénéité des rapports à l'engagement existant chez les militants de cette organisation. À partir d'une enquête de terrain menée à Paris et dans la région parisienne, il examine la diversité des parcours conduisant à l'entrée au FN et, par suite, les différences marquant les significations que les individus donnent à leur engagement et les types de pratiques militantes qu'ils privilégient.

Il est courant d'appréhender l'engagement au Front national (FN) en partant de propriétés communes aux militants, ou par ailleurs aux électeurs, de ce parti. Une même idéologie, une même personnalité, une même frustration : ces individus sont supposés partager des caractéristiques spécifiques qui, d'un côté les rassemblent, et de l'autre les distinguent notablement de l'ensemble des militants ou électeurs d'autres organisations. Ils se retrouveraient ainsi dans les valeurs ou idées exprimées dans les discours publics des leaders du parti, l'imprégnation par cette idéologie spécifique étant supposée expliquer leur mobilisation. Pourtant, des entretiens menés avec des militants du FN de la région parisienne font immédiatement apparaître les usages très contrastés que les intéressés font de ces thématiques, lorsqu'ils se les approprient, ce qui est loin d'être toujours le cas. L'examen de leurs trajectoires conduit à souligner d'emblée l'hétérogénéité des parcours et des significations données à l'engagement¹. Pour autant, on ne se trouve pas face à un éparpillement dont on ne pourrait rendre raison. La présentation sous forme idéal-typique des *rapports à l'engagement* rencontrés permet de tracer quelques pistes pour appréhender la pluralité des logiques de mobilisation dans une organisation comme le FN, et pour réexaminer la question de la spécificité de ce militantisme par rapport à d'autres. Si on ne se donne pas pour ambition la construction d'un modèle d'explication systématique de l'entrée au FN, il s'agit bien de mettre en lumière certaines logiques des activités militantes : la manière dont les acteurs concernés mettent de l'ordre et du sens dans leurs histoires de vie participe à délimiter un cadre d'interprétation² pour les expériences politiques et militantes. On peut ainsi construire, à partir des propos des